

Dialogue méditerranéen : l'OTAN courtise les pays arabes

Publié par Le Matin, le : 20.11.2007 | 18h32

L'Alliance atlantique tient une réunion lundi et mardi prochains à Rabat

C'est une véritable offensive diplomatique que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a lancée vers les pays arabes pour les persuader de privilégier le dialogue constructif pour une meilleure compréhension de sa transformation depuis la fin de la Guerre froide, ainsi que son ouverture à l'espace méditerranéen et au Moyen-Orient élargi. Dans ce cadre, une réunion aura lieu les 25 et 26 novembre à Rabat avec le ministre des Affaires étrangères, pour définir les modalités d'asseoir un partenariat fructueux avec le Maroc.

C'est ce qu'a annoncé Nicola de Santis, responsable à la division Diplomatie publique, à l'occasion de la visite au siège de l'OTAN à Bruxelles d'une pléiade de représentants des médias des pays du Dialogue méditerranéen (DM) et de l'Initiative de coopération d'Istanbul (ICI). Adoptée en juin 2004 en Turquie lors du sommet de l'OTAN, l'Initiative d'Istanbul prévoit d'engager un processus de transformation politico-militaire interne et dans la promotion d'un partenariat et d'une coopération avec les pays adhérents du dialogue méditerranéen. Elle inclut aussi un soutien pratique de l'Alliance aux pays de la région qui coopèrent avec elle contre les menaces terroristes, un accès à la formation des compétences en matière de réformes, de la défense et des possibilités de coopération militaire en engageant un dialogue politique sur des questions d'intérêt commun.

Devant une trentaine de journalistes venus du Maroc, d'Algérie, d'Égypte, de Jordanie, de Mauritanie, de Tunisie, du Bahreïn, du Koweït, d'Oman, du Qatar, d'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis, N. Santis a expliqué que cette initiative entre aussi dans le cadre de défendre les pays de la région de la menace nucléaire.

Allusion faite à l'arsenal iranien en la matière. Il a soutenu que depuis la fin de la Guerre froide, la disparition du Pacte de Varsovie et la chute du mur de Berlin en 1991, l'Alliance atlantique a procédé à une révision de son concept stratégique en cherchant de nouveaux partenariats avec les pays arabes du pourtour méditerranéen et du Moyen-Orient. De son côté, le secrétaire général adjoint pour la division de la diplomatie publique de l'OTAN, le Français Jean-François Bureau, a indiqué que cette rencontre est destinée à promouvoir le développement d'une confiance mutuelle et d'une compréhension réciproque entre l'Organisation et ses partenaires dans la région.

«Pas de diplomatie publique sans compréhension mutuelle et confiance commune. C'est pourquoi nous voulons engager le dialogue avec les pays arabes, en vue de dissiper les malentendus et d'éliminer les préjugés formulés à l'encontre de notre Organisation», a-t-il souligné. Pour lui, il n'y a, dans cette action, aucune tentative d'hégémonie. «Nous ne serons pas les gendarmes du monde. Nous n'avons pas les moyens de le faire», a-t-il insisté. J-F Bureau n'est pas allé par quatre chemins pour dire que le dialogue méditerranéen est le moyen efficace de coopérer entre les pays arabes et Israël. «Le processus de paix lancé actuellement dans la région du Moyen-Orient est d'une importance capitale pour la paix dans le monde», a-t-il jugé.

Pour sa part, le porte-parole de l'Organisation, le Canadien James Appathurai, a défini les priorités de l'Alliance atlantique, à savoir le maintien de l'ordre en Afghanistan et au Kosovo,

l'élargissement de l'adhésion à l'OTAN, les relations difficiles avec la Russie et la lutte contre le terrorisme. Selon lui, le sommet de Bucarest d'avril 2008 aura trois composantes principales. En premier lieu, tout ce qui est lié à son Organisation et aux ressources nécessaires.

Dans ce sens, il faut noter que, suite aux révolutions de couleur survenues en Géorgie (Révolution des roses) puis en Ukraine (Révolution orange), ces pays ont fait part de leur volonté d'adhérer à l'Alliance, également rejoints en ceci par la Moldavie. Cependant, une certaine opposition envers l'OTAN demeure au sein des populations concernées. En deuxième lieu, le consensus parmi les Etats membres quant aux prochaines actions de l'Alliance. Enfin, le problème de nouvelles épreuves auxquelles l'OTAN est confrontée, comme la menace terroriste et la lutte contre ce danger.

Rappelons qu'en Afghanistan, depuis que l'OTAN a pris le commandement de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS ou ISAF), en 2003, à laquelle contribuent 37 pays, elle n'a de cesse de combattre les groupuscules terroristes d'Al-Qaïda et des Talibans. Depuis, elle s'emploie à étendre l'autorité du pouvoir central et à faciliter la reconstruction du pays. Une force de 20.000 hommes en 2006 était encore dans ce pays. S'agissant du Kosovo, l'analyse du sujet par l'OTAN visait la sécurité, d'après J. Appathurai. «L'Alliance est obligée d'assurer, par le biais de la force du Kosovo (la KFOR), la sécurité dans la région, quel que soit le futur statut de la province», a-t-il soutenu. Dans ce sens, ambassadrice des Etats-Unis auprès de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, Victoria Nuland, a tenu à rendre hommage aux Forces Armées Royales (FAR) pour leur rôle humanitaire dans la KFOR.

La diplomate américaine a expliqué que ce sont les attentats du 11 Septembre 2001 qui ont mis un terme définitif à l'ancienne politique de l'OTAN, une alliance créée à l'origine pour défendre collectivement le territoire de ses membres. Aujourd'hui, 64 pays travaillent aux côtés des Etats-Unis dans leur lutte contre le terrorisme. D'après elle, il faut allier la sécurité, la bonne gouvernance et le développement, et cela suppose que l'Union européenne, les Nations unies et l'OTAN travaillent en harmonie avec les pays du Sud de la Méditerranée.

Lors d'un déjeuner de travail avec la Française Aurelia Bouchez, conseillère du secrétaire général de l'OTAN pour les affaires régionales, économiques, politiques et sécuritaires, il a surtout été question des perspectives d'avenir. Selon elle, l'OTAN envisage de créer, en 2008 à Rome, un Institut pour la formation et l'éducation des pays membres et autres. A signaler que la rencontre des journalistes arabes avec les responsables civils et militaires de l'OTAN a été co-organisée par le Forum des médias arabes.

----- Évolution historique

Situé à Londres puis à Paris à partir de 1952, le siège de l'Alliance, qui fêtera en 2009 le 60e anniversaire du traité de Washington, occupe initialement des locaux temporaires au Palais de Chaillot. Le siège sera ensuite transféré à Paris en 1959, qu'il quittera pour Bruxelles en décembre 1966 après que le général De Gaulle eut annoncé le retrait de la France du commandement militaire intégré au mois de mars de la même année.

Le Canada a adhéré à l'OTAN le 4 avril 1949. L'Alliance est rejointe par la Grèce et la Turquie (1952), l'Allemagne de l'Ouest (1955) et l'Espagne (1982). Le premier membre intégré à l'Organisation après la Guerre froide fut l'ex-RDA, lors de la réunification de l'Allemagne le 3 octobre 1990. Pour s'assurer l'accord russe à une entrée de l'Allemagne

réunifiée dans l'OTAN, il fut décidé qu'aucune troupe étrangère et aucune arme nucléaire ne seraient stationnées à l'est, et également que l'OTAN ne s'étendrait jamais plus à l'est. En 1999, l'OTAN intègre la Hongrie, la Pologne et la République tchèque.

Le 29 mars 2004, sept nouveaux pays (l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie) sont entrés dans l'Organisation, en portant à 26 le nombre des membres.

Par DNES à Bruxelles El Mahjoub Rouane | LE MATIN